

Mobilité : La LEO n'est plus une priorité pour l'Etat



« Un projet d'intérêt national qui n'est pas sorti, ou à peine démarré, au bout de 20 ans, c'est qu'en réalité l'enjeu national est faible », tranche en toute franchise Thierry Suquet en évoquant la LEO (Liaison Est-Ouest), [le projet de contournement routier du Sud d'Avignon dont une seule des trois tranches a été réalisée à ce jour.](#)

« En 2025, nous avons fait une proposition sur la LEO, recontextualise ce dernier. Elle avait pour objectif de remplir 90% des fonctionnalités de cette infrastructure qui, dans cette nouvelle configuration, n'est plus un ouvrage surélevé ni un ouvrage autoroutier. Cela permettait de rentrer dans l'épure financière de 200M€ dont nous disposions à l'époque et sur lequel nous avions l'accord des collectivités locales. Ce projet a ensuite été bloqué parce que le Grand Avignon et Avignon n'en voulait plus. A ce moment-là, une partie de ces crédits a été réorienté sur d'autres projets autoroutiers et nous nous préparons à clore le dossier auprès du ministre et des services régionaux. »

Entretemps les élections municipales sont passées par là et de nouveaux élus ont pris la tête de la cité des papes et de son intercommunalité. Olivier Galzi, nouveau maire d'Avignon et nouveau président de la Communauté d'agglomération du Grand Avignon, fait de ce dossier sa priorité [en sensibilisant sur ce sujet Philippe Tabarot, ministre des transports.](#)



Ecrit par Laurent Garcia le 30 octobre 2026

« Le ministre nous a demandé de travailler avec les équipes du Grand Avignon et les collectivités locales concernées sur ce que pourrait être la LEO de demain. »

Thierry Suquet, préfet de Vaucluse

Imaginer la LEO de demain

Suite à cette rencontre, l'élus avignonnais obtient du ministre que le dossier de clôture ne soit pas formalisé malgré une demande de fermeture en cours.

« Le ministre nous a demandé de travailler avec les équipes du Grand Avignon et les collectivités locales concernées sur ce que pourrait être la LEO de demain, confirme Thierry Suquet. Un aménagement qui doit s'inscrire dans le tracé tel qu'il était défini par la DUP (Déclaration d'utilité publique) ainsi que dans l'enveloppe financière. Aujourd'hui, il y a donc des réunions de travail techniques entre les services de l'État au niveau régional et les services du Grand Avignon, le Département de Vaucluse, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que Terre de Provence Agglomération afin de voir ce qu'il est possible de faire ou pas. »

[LEO : la réunion de la dernière chance ?](#)

Maîtrise d'ouvrage : l'Etat veut passer la main

Ces discussions semblent principalement porter sur un changement de maîtrise d'ouvrage. Une mission actuellement dévolue à l'Etat qui reconnaît que « s'il y a 20 ans il faisait des routes, cela n'est plus le cas désormais ».

« Nous avons d'autres priorités maintenant, insiste le préfet. Donc, si on veut que cela avance vite, il faut reprendre la maîtrise d'ouvrage. » Une éventualité qui inquiète particulièrement les observateurs du dossier qui craignent qu'un passage de relais du pilotage du projet par l'Etat signe l'arrêt définitif de la LEO.

Autre sujet à éclaircir : les avenants financiers. « Il faut reprendre le dossier là où il avait été stoppé en 2025, c'est-à-dire étudier la faisabilité du projet qui avait été présenté et rentrer dans le détail des études et du financement. » La principale interrogation concernant la mobilisation financière de l'Etat si jamais ce dernier parvenait à passer la main du pilotage de la maîtrise d'ouvrage.

Un pas en avant, deux pas en arrière pour un retour en 2025 ?

En clair, si le dossier n'est pas encore définitivement enterré, il se retrouve à peu de chose près dans l'état où il était en 2025. A la différence, qu'à cette époque les clefs de financement étaient clairement établies entre les différents partenaires alors qu'aujourd'hui une partie de ces budgets ont été réaffectés sur d'autres dossiers. A ce jour, seul le Conseil départemental de Vaucluse semble avoir provisionner



Ecrit par Laurent Garcia le 30 octobre 2026

l'enveloppe nécessaire à d'éventuels travaux.

« A l'époque, Georges-François Leclerc le préfet de Région avait demandé aux élus 'Est-ce que vous êtes d'accord sur cette esquisse ?', rappelle le préfet de Vaucluse. Si oui, on continue les études. Aujourd'hui, c'est la même question qui est posée. 'Vous êtes d'accord sur ces esquisses ?' Si vous êtes d'accord, on continue les études. La différence, c'est qu'en mars 2025, les conditions de financement, elles étaient claires pour tout le monde. Deux ans après, chacun dit 'On en est où sur le plan financier ?'. Avant de commencer à remettre de l'argent au pot, il faut bien se poser pour savoir où nous en sommes sur le plan financier. Il faut donc se donner les moyens de redémarrer les études pour, éventuellement, réenclencher les travaux. »

[LEO : Tout le monde la veut, mais personne ne l'a fait](#)

Par ailleurs, le dossier de la LEO intègre d'autres points plus spécifiques. « Je pense en particulier aux travaux d'arasement dans la Durance, qui sont des travaux de compensation du projet Léo, sur lesquels on avait beaucoup avancé, et dans lesquels on discute aussi de leur mise en œuvre », précise le préfet de Vaucluse. Cette phase technique, qui consiste en un entretien et un décaissement de la rive gauche de la Durance entre le pont de Rognonas jusqu'à Bonpas voire le viaduc PLM, a été confiée au [SMAVD](#) (Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance). Une opération estimée en 2024 à plus de 4,4M€.

« Que le projet continue ou qu'il soit clôturé, ces travaux doivent être faits », insiste Thierry Suquet pour qui, dans tous les cas, il est indispensable « d'aboutir assez rapidement sur l'ensemble de ces points, de façon à pouvoir réinitier les études. Ce qu'on pouvait considérer comme extrêmement fort il y a 30 ans, ne l'est plus forcément aujourd'hui. Le ministre ne dit pas que l'Etat mettra nécessairement moins d'argent. Il dit : 'si vous voulez que ça avance plus vite, prenez la maîtrise d'ouvrage'. Parce que si nous gardons la maîtrise d'ouvrage, nous avons d'autres priorités sur le développement autoroutier, sur les Jeux Olympiques, la ligne de chemin de fer sud-est, etc. »